

NEWS

FISCALITÉ ÉCOLOGIQUE

T'as vu ma taxe ?

Raymond Klein

La fiscalité verte a longtemps été mise en avant par des pays comme la Suède et l'Allemagne. En tentant de rattraper son retard, la France pourrait emporter sur cette voie l'ensemble de l'Union européenne.

La France, longtemps en fin de peloton en ce qui concerne l'écologie, se prépare à lancer une échappée qui obligera ses pairs européens à réagir. Pour donner du punch à son attaque, le gouvernement Sarkozy aura recours à la CCE. Non, il ne s'agit pas d'un produit de dopage, mais tout simplement de la « contribution climat énergie », communément appelée taxe carbone. L'idée avait été lancée en 2007 lors du « Grenelle de l'environnement ». Après plus d'un an de purgatoire, la taxe carbone avait été relancée il y a un mois : le gouvernement avait alors présenté un livre blanc sur le sujet et chargé l'ancien premier ministre socialiste Michel Rocard de coordonner les travaux en vue d'une proposition concrète pour introduire la CCE.

Sans surprise, les réunions d'experts et hearings qui se sont tenus cette semaine ont abouti à un consensus sur le principe de l'introduction d'une taxe carbone. Selon le journal « Les Echos », le projet de rapport final proposerait de se limiter à une taxation du CO₂ contenu au niveau des produits énergétiques. L'idée d'une « taxe au carbone ajouté », qui affecterait l'ensemble des produits de consommation en fonction du CO₂ cumulé nécessaire à leur fabrication aurait été jugée « actuellement irréaliste ». Le prélèvement serait fixé à 32 euros par tonne de CO₂ lors de son introduction - quelque sept centimes par litre d'essence - et pourrait atteindre 100 euros en 2030. Le seul désaccord fondamental signalé par « Les Echos » concerne la taxation de l'électricité. En effet, grâce à ses origines nucléaires, l'électricité française contient relativement peu de CO₂, mais une exemption favoriserait une renaissance de l'énergie atomique que rejettent de nombreux experts. Et surtout, elle encouragerait une surconsommation de courant électrique qui, dans les heures de pointe, est fortement dépendant de centrales fossiles.

Autre sujet, plus agréable mais non moins complexe : que faire des recettes fiscales supplémentaires, estimées à huit milliards d'euros dans un premier temps ? Le gouvernement avait

assuré que l'introduction de la CCE serait accompagnée de compensations afin de ne pas alourdir la charge fiscale. Une partie du surplus pourrait être utilisée pour abaisser les charges sociales des entreprises, ou éventuellement juste dans les secteurs les plus affectés par une hausse du prix de l'énergie. Le reste doit être redistribué aux ménages. Ainsi le ministre de l'écologie, Jean-Louis Borloo, s'est prononcé en faveur d'une reversement sous forme de « chèques verts » à l'ensemble des ménages. D'autres, comme la sénatrice socialiste Nicole Bricq, favorisent une redistribution plus ciblée dont profiteraient les seuls ménages du bas de l'échelle.

Au niveau européen, la France pourrait trouver un allié en la Suède qui, depuis le 1er juillet, préside l'Union, et a fait de la promotion d'une taxe européenne une de ses priorités. Certes, à long terme, les pays ayant pris de l'avance en ce qui concerne le tournant vert en tireront avantage. Mais sur le moyen terme, une concurrence fiscale sur les produits énergétiques pénalisera les pays qui feront cavalier seul en matière de taxe carbone.

Or, du côté du maillot jaune du dumping fiscal, le grand-duché de Luxembourg, les écotaxes ne semblent pas être à l'ordre du jour. Confronté au risque de voir s'évaporer les recettes fiscales générées par la place financière, le futur gouvernement s'oriente vers une tactique de l'hérisson en matière d'harmonisation fiscale. Ainsi, la fiscalité verte réclamée depuis plus d'une décennie par les environnementalistes ne sera sans doute pas incluse dans le programme de coalition. Quant aux taxes sur les carburants, elles seront maintenues à un niveau suffisamment bas pour éviter, comme s'y est engagé Jean Asselborn, une sortie trop rapide du tourisme à la pompe. C'est ainsi que le pays tente de sauver sa peau - à charge de nos voisins de sauver le monde.

SHORT NEWS

Uni nach Esch, Reding nach Brüssel

Glaubt man Formateur Jean-Claude Juncker (CSV) und den beiden Delegationschefs Jean Asselborn (LSAP) und François Biltgen (CSV), kommen die Koalitionsverhandlungen zügig voran. Doch was der Öffentlichkeit bislang präsentiert wurde, waren allenfalls Stichproben aus sechs von elf Themenbereichen, welche die beiden Koalitionsparteien als „abgeschlossen“ bewerteten. Bei genauerem Hinhören fällt auf, dass in den bereits vorgestellten Kapiteln - Bildung, Gesundheit, Umwelt, Mittelstand, Kultur und Hochschulwesen - längst nicht alle Unstimmigkeiten aus der Welt geschaffen sind. Ob es zum Beispiel einen Schuldirektor oder doch einen aus dem Lehrerkollegium gewählten „nebenamtlichen“ Schulpräsidenten in der Grundschule geben wird, das soll erst in ein paar Jahren geklärt werden. Dass man den Kioto-Prozess weiter verfolgen will, dürfte sowieso nicht in den Kompetenzbereich der Koalition fallen. Und statt der allgemeinen Feststellung, dass es ohne Einkauf von Emissionsrechten im Ausland nicht geht, hätte man sich wünschen können zu erfahren, wie hoch denn der Anteil an Eigenleistung denn nun angesetzt wird. Immerhin: bis auf die Rechts- und Finanzfakultät soll die Uni jetzt doch endgültig nach Esch kommen. Und die beiden gewerkschaftsnahen Parteien wagen es an den Ladenöffnungszeiten zu rütteln - zumindest am Samstag. Aber eigentlich wollen ja alle nur möglichst schnell wissen, wer welches Ministerium übernimmt - doch Personalien wurden bislang ausgeklammert. Nur die Nominierung von Viviane Reding wurde festgehalten - provisorisch, weil ja noch nicht endgültig feststeht, wer Kommissionspräsident wird. Nimmt sie ihr EU-Parlamentsmandat nicht an und wird vom Barroso-Nachfolger nicht übernommen, muss Juncker Reding anderweitig beschäftigen.

Méco wehrt sich gegen neues Agrocenter

Als übereilte Standortfestlegung mit elektoralem Hintergrund bewertet der Mouvement Ecologique die Implantierung des neuen CEPAL-Agrocenters in einem bislang als Grünzone ausgewiesenen Areal bei Mersch. Die Umweltgewerkschaft misst der Umnutzung der bislang von der CEPAL genutzten Flächen eine ähnliche Bedeutung zu, wie sie für das Belval-Gelände im Süden galt. Doch sei die jetzige Standortwahl mit landesplanerischen Grundprinzipien unvereinbar. Nicht akzeptieren will der Méco auch die Art der Entscheidungsfindung, bei der Öffentlichkeit und Umweltverbände außen vor gelassen wurden.

woxx@home

Bons baisers du Kurdistan

Alors que le Service de renseignement de l'Etat (« SREL ») recherche en vain des agents soviétiques dont la présence se serait faite, selon une source dont nous taïrons le nom, étrangement rare depuis une vingtaine d'années, nos Jhemp Bond nationaux se font la main, en attendant, sur d'autres menaces pour la démocratie, la liberté et Bofferding. C'est en tout cas ce qui ressort du rapport de la commission de contrôle parlementaire du SREL. Sous la rubrique « dossiers spécifiques », la jolie prose (probablement de la plume d'un ancien du KGB kirghize qui a rejoint l'Ouest), l'on apprend que la journaliste d'origine kurde Zübeyde Ersöz, que le gouvernement voulait extraditer vers la Turquie, a bien occupé nos fonctionnaires invisibles. Sachant que le woxx a été le premier organe de presse à divulguer cette bavure politique (voir woxx 839), la rédaction craint désormais qu'un jour, un des agents, y subodorant une cache à la solde de Moscou (enfin !), vienne nous rendre visite : « Ech sinn de Schmit, Jhang Schmit ». Il nous faudra juste trouver le temps pour nous échapper en hélicoptère miniature. Dasvidaniya !